

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

JPMORGAN CHASE BANK, NATIONAL ASSOCIATION

Dotation de l'agence française : 175 152 685 euros.
Siège social : 270 Park Avenue, New York U.S.A.
Succursale : 14, place Vendôme, 75001 Paris.
712 041 334 R.C.S. Paris.

Documents comptables annuels.

I. — Bilan au 31 décembre 2013.

(En milliers d'euros.)

Actif	Réf notes	31/12/13	31/12/12
Caisse, Banques centrales, CCP		24 573	21 647
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	2	515 567	462 694
Opérations avec la clientèle	3	2 268 278	1 998 394
Obligations et autres titres à revenu fixe	4		
Actions et autres titres à revenu variable	4	23	23
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées	5		
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	6	0	0
Immobilisations corporelles	6	5 968	6 359
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	7	16 992	12 725
Comptes de régularisation	8	31 199	68 576
Total de l'actif		2 862 600	2 570 418

Passif	Réf notes	31/12/13	31/12/12
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	2	2 168 624	1 873 125
Opérations avec la clientèle	3	406 455	365 390
Dettes représentées par un titre	9		
Autres passifs	10	21 609	38 292
Comptes de régularisation	11	39 335	52 379
Provisions	12	21 336	26 199
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	13	205 241	215 033
Dotation de la succursale française		175 153	175 153
Primes d'émission			
Réserves		23 423	23 423
Ecart de réévaluation			

Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		6 665	16 457
Total du passif		2 862 600	2 570 418

Hors-bilan.

	Réf notes	31/12/13	31/12/12
Engagements donnés :			
Engagements de financement	17	4 514 309	4 656 715
Engagements en faveur d'établissements de crédit		95 500	115 000
Engagements en faveur de la clientèle		4 418 809	4 541 715
Engagements de garantie	17	166 676	181 683
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		158 269	156 599
Engagements d'ordre de la clientèle		8 407	25 084
Engagements sur titres		0	0
Titres acquis avec faculté de rachat		0	0
Autres engagements donnés		0	0
Engagements reçus :			
Engagements de financement	17	- 3 450 221	- 3 515 841
Engagements reçus d'établissements de crédit		- 3 450 221	- 3 515 841
Engagements reçus de la clientèle			
Engagements de garantie		- 2 080 007	- 833 596
Engagements reçus d'établissements de crédit		0	0
Engagements reçus de la clientèle		- 2 080 007	- 833 596
Engagements sur titres		0	0
Titres vendus avec faculté de rachat		0	0
Engagements reçus de la clientèle		0	0
Autres engagements reçus			

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	Réf notes	31/12/13	31/12/12
Intérêts et produits assimilés		33 721	37 865
Intérêts et charges assimilées		- 2 364	- 6 283
Commissions (produits)	19	51 401	70 367
Commissions (charges)	19	- 5	- 7
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	20	628	1 205
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	21	1 523	1 491
Autres charges d'exploitation bancaire	23	- 2 918	- 2 565
Produit net bancaire		81 986	102 073
Charges générales d'exploitation	22	- 72 219	- 73 319
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		- 949	- 955
Résultat brut d'exploitation		8 818	27 799
Coût du risque	24	- 128	- 376
Résultat d'exploitation		8 690	27 423
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		- 57	- 157

Résultat courant avant impôt	25	8 633	27 266
Impôt sur les bénéfices		- 1 968	- 10 809
Dotation / reprise de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		6 665	16 457

III. — Notes aux Etats financiers.

Note 1 – Principes comptables et méthodes appliquées.

1.1 Introduction. — Les états financiers de JP MORGAN CHASE BANK, NATIONAL ASSOCIATION sont établis dans le respect des règlements du Comité de la réglementation comptable (CRC) et du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF).

Par application du règlement 91-01 du CRBF modifié par le règlement 2000-03 et 2005-04 du CRC, les états de synthèse sont présentés selon le format prévu pour les établissements de crédit.

Ces principes s'appliquent aux comptes publiés par la Succursale de Paris de JP Morgan Chase Bank NA (JPMCB Paris dans la suite du texte).

Au titre de l'exercice 2013, les comptes sociaux ont été arrêtés et publiés en milliers d'euros.

1.2 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont inscrites au bilan pour leur montant net de la partie affectée des dépréciations pour créances douteuses. Elles intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pension, matérialisées par des valeurs, titres ou effets.

1.2.1 Créances douteuses. — Les créances impayées (capital et intérêts) ou comportant un risque de crédit avéré sont classées en créances douteuses au plus tard après trois mois de retard de paiement.

1.2.2 Créances douteuses compromises. — Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles aucun reclassement en encours sains n'est prévisible. Sont en particulier identifiées comme telles, les créances déchues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an.

1.2.3 Créances restructurées. — Les créances qui sont restructurées sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale.

1.3 Dépréciation pour créances douteuses. — JPMCB a procédé à la détermination des dépréciations pour créances douteuses en appliquant le règlement n°2002-03 du CRC relatif au traitement comptable du risque de crédit.

Quand le recouvrement des créances est incertain, une dépréciation individuelle par dotation au compte de résultat est constituée afin de couvrir la perte potentielle calculée en valeur actualisée.

De plus, JPMCB Paris déprécie systématiquement la totalité des intérêts en retard sur ces créances douteuses.

Les dépréciations pour créances douteuses viennent en déduction des créances reportées à l'actif du bilan.

Dans le compte de résultat publiable, elles figurent en coût du risque pour la part en capital.

1.4 Risques pays. — JPMCB Paris a procédé au recensement des risques pays.

Lorsqu'il existe des restrictions aux mouvements de capitaux imposés par le pays de résidence d'un débiteur, des provisions pour risques pays sont dotées au compte de résultat.

Les provisions pour risques pays font partie des provisions et figurent au passif du bilan.

Dans le compte de résultat publiable, elles figurent en coût du risque.

1.5 Opérations en devises. — Les opérations en devises sont enregistrées conformément au règlement n°89-01 modifié du 22 juin 1989 du CRBF.

1.6 Opérations sur titres :

(a) Titres de transaction : Au 31 décembre 2013, JPMCB Paris n'a pas de titre de transaction dans ses livres.

(b) Titres de placement : Sont considérés comme titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Ils sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition hors intérêts courus et frais.

Les primes et les décotes sur titres de placement sont amorties sur la durée de vie résiduelle des titres.

(c) Titres d'investissement : Au 31 décembre 2013, JPMCB Paris n'a pas de titre d'investissement dans ses livres.

1.7 Instruments financiers à terme. — Les opérations de marché portant sur des instruments financiers à terme sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 90-15 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Ainsi les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats.

Le montant représente le volume des opérations en cours mais ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Les instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice.

Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice qu'ils soient latents ou réalisés.

Toutefois, conformément aux dispositions du règlement précité, les gains ou pertes réalisés sur les opérations de couverture d'éléments identifiés sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts.

En application de la directive européenne « juste valeur » et « modernisation » transformée en règlements CRC 2004-14/2004-15/2004-16/2004-17/2004-18/2004-19, la juste valeur des instruments financiers est indiquée en annexe.

1.8 Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée estimée des immobilisations selon la méthode linéaire :

Agencements	5 ans / 10 ans
Matériel informatique	5 / 3 ans
Matériel de communication	3 ans
Constructions	10 ans / 30 ans
Mobilier matériel de bureau	10 ans

Les immobilisations incorporelles représentent les logiciels acquis. Ils sont amortis sur des durées de 1 an, 3 ans et 5 ans.

1.9 Commissions. — JPMCB reçoit des commissions d'apporteur d'affaires sur des opérations de Banque d'investissement telles que l'origination de produits actions et crédit, l'origination de produits dérivés, les opérations de fusions et acquisitions, la gestion de trésorerie pour compte de la clientèle, la vente de dérivés de taux.

Les commissions de crédit sont étalées sur la durée de vie des opérations.

Les commissions de gestion de portefeuille, ainsi que les commissions assimilables à des intérêts, sont enregistrées *prorata temporis*.

1.10 Engagement pour indemnités de fin de carrière. — Les salariés de JP Morgan bénéficient d'indemnités de fin de carrière prévues par les conventions collectives en vigueur chez JP Morgan et qui sont versées en une fois au moment du départ en retraite. L'évaluation des engagements sociaux relatifs aux indemnités de fin de carrière est fondée sur la méthode actuarielle des Unités de crédit Projetées (avec prorata des droits au terme). Selon cette méthode, le montant des engagements est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date. Sont ensuite pris en compte les facteurs d'actualisation, de probabilité de présence et de survie, et en dernier lieu, le ratio de l'ancienneté.

Les différentes hypothèses retenues par JPMCB sont les suivantes :

— un taux d'actualisation de 3%, basé sur l'indice Iboxx € Corporate AA 10+ auquel sont ajoutées les obligations « Corporate » notées AA et sont exclues les obligations sujettes aux produits dérivés vanilles (call/put) et aux opérations plus complexes (make-whole), ainsi que les obligations à taux variable. De plus, sont uniquement prises en compte les obligations représentant des emprunts d'au moins 500 millions d'euros. Une variation de 0.25 point du taux d'actualisation entraînerait une variation des taux des engagements de 4.5%.

— taux de progression salarial : 3.5% pour les cadres ; 2.5% pour les non-cadres.

— la table de mortalité (TH/TF 00-02).

Des provisions ont été constituées dans les livres de la succursale en couverture des indemnités de fin de carrière prévues par la Convention Collective. (voir note 12)

1.11 Impôt sur les sociétés. — Au 31 décembre 2013, la charge d'impôt correspond à la charge d'impôt sur les sociétés.

1.12 Provisions. — Les provisions sont déterminées au titre des risques recensés et calculées d'une manière prudente en fonction des dernières évaluations disponibles.

1.13 Implantation à l'étranger. — JP Morgan Chase Bank, Paris NA n'a aucune implantation à l'étranger.

Note 2 – Créances et dettes sur les établissements de crédit.
(En milliers d'euros.)

2.1 Ventilation selon la durée résiduelle des créances et dettes :

	A vue	Inférieur à 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	S/total	Créance/dettes rattachées	Total
Créances	14 318	501 232				515 549	17	515 567
Dettes	34 144	2 035 682	90 188	8 530	0	2 168 544	80	2 168 624

2.2 Opérations avec des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation :

	Total	Dont opérations se rapportant à des entreprises	
		Liées	Avec lesquelles l'établissement a un lien de participation
Créances sur les établissements de crédit	515 567	506 756	
Dont subordonnées			
Dettes envers les établissements de crédit	2 168 624	2 168 624	
Dont subordonnées			

2.3 Créances et dettes se rapportant à des opérations de pension :

	Total	Dont opérations de pension	
		Dites livrées sur titres	Autres
Créances sur les établissements de crédit	515 567	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	2 168 624	0	0

	31/12/13	31/12/12
2.4 Evolution des encours douteux	0	0
2.5 Evolution des encours douteux compromis	0	0
2.6 Encours restructurés à des conditions hors marché	0	0

2.7 Evolution des dépréciations pour créances douteuses :

	31/12/13	31/12/13
1) Sur Encours douteux	0	0
2) Sur Encours douteux compromis :		
Solde au 1 ^{er} janvier	0	0
Dotations de l'exercice	0	0
Reprises	0	0
	0	0
3) Sur Encours restructurés	0	0

Note 3 – Créances et comptes créditeurs de la clientèle.
(En milliers d'euros.)

3.1 Ventilation selon la durée résiduelle des créances et comptes créditeurs :

	A vue	Inférieur à 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	S/total	Créances/dettes rattachées	Total
Créances	2 073 975	66 785	45 662	81 332	276	2 268 030	248	2 268 278
Comptes créditeurs	406 394		59			406 453	2	406 455

3.2 Ventilation par secteurs géographiques des créances et comptes créditeurs :

	Afrique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie	Europe	Moyen Orient	Océanie	Total
Créances	0	0	1	0	2 268 277	0	0	2 268 278
Comptes créditeurs	21	2 523	2 662	870	397 929	2 450	0	406 455

3.3 Ventilation par types de contreparties des créances et comptes créditeurs :

	Etablissements de crédit	Clientèle financière	Administrations publiques	Administrations privées	Clientèle non-financière	Total
Créances					2 268 278	2 268 278
Comptes créditeurs		60 792			345 663	406 455

3.4 Opérations avec des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation :

	Total	Dont opérations se rapportant à des entreprises	
		Liées	Avec lesquelles l'établissement a un lien de participation
Créances sur la clientèle	2 268 278	0	0
Dont subordonnées			
Comptes créditeurs de la clientèle	406 455	52 230	0

3.5 Créances et dettes se rapportant à des opérations de pension :

	Total	Dont opérations de pension	
		Dites livrées sur titres	Autres
Créances sur la clientèle	2 268 278	0	0
Comptes créditeurs de la clientèle	406 455	0	0

	31/12/13	31/12/12
3.6 Evolution des encours sains	2 260 197	1 994 337
3.7 Evolution des encours douteux	5 747	0
3.8 Evolution des encours douteux compromis	7 633	7 633
3.9 Encours restructurés	0	1 669

3.10 Evolution des dépréciations pour créances douteuses :

	31/12/13	31/12/12
1) Sur encours douteux :		
Solde au 1 ^{er} janvier	0	0
Dotations de l'exercice	- 85	
Reprises		
	- 85	0
2) Sur encours douteux compromis :		
Solde au 1 ^{er} janvier	- 5 245	- 6 489
Différence de change		
Dotations de l'exercice		
Reprises	31	1 244
	- 5 214	- 5 245
3) Sur encours restructurés	0	0

Note 4 – Portefeuille – titres.
(En milliers d'euros.)

4.1 Ventilation du portefeuille-titres par catégories :

	Transaction		Placement		Total	Créances rattachées	Total
	Total	Dont titres cotés	Total	Dont titres cotés			
	(1)		(2)		(1)+(2)		
Effets publics et valeurs assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe							
Actions et autres titres à revenu variable			23		23		23
Actions propres							
Total			23		23		23

4.2 Titres prêtés et répartition des obligations et autres titres à revenu fixe selon l'émetteur :

	Organismes publics	Autres émetteurs	Total	Dont titres prêtés
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable		23	23	
		23	23	

4.3 Répartition des parts d'OPCVM qui figurent dans le poste « Actions et autres titres à revenu variable ». — Néant.

Note 5 – Parts dans les entreprises liées.

Liste des filiales et participations. — Néant.

Note 6 – Immobilisations corporelles et incorporelles.
(En milliers d'euros.)

Etat des mouvements par catégorie :

	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles
	D'exploitation				Hors exploitation	Total	Total
	Terrains	Construction	Autres immobilisations corporelles	Immobilisation en cours			
Montants bruts :							
Solde au 1 ^{er} janvier	256	883	22 881	12	0	24 032	7
Acquisitions			627	688		1 315	
Cessions			- 678	- 698		- 1 376	- 1
Transferts							
Total	256	883	22 830	2	0	23 971	6
Amortissements :							
Solde au 1 ^{er} janvier	0	- 563	- 17 109	0	0	- 17 672	- 7
Dotations		- 30	- 919			- 949	
Reprises			618			618	1
Transferts							
Total	0	- 593	- 17 410	0	0	- 18 003	- 6
Net	256	290	5 420	2	0	5 968	- 0

Note 7 – Autres actifs.
(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Instruments conditionnels achetés	3 936	11 924
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres de la clientèle		
Débiteurs divers	13 056	801
Total	16 992	12 725

Note 8 – Comptes de régularisation – actif.
(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Intérêts et autres produits à recevoir	9 844	17 967
Comptes d'ajustement sur devises	4	4
Valeurs reçues à l'encaissement	12	58
Charges constatées d'avance	370	391
Autres comptes de régularisation	20 969	50 156
Total	31 199	68 576

Note 9 – Dettes représentées par un titre.

Ventilation selon la durée résiduelle. — Néant.

Note 10 – Autres passifs.
(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Instruments conditionnels vendus	3 937	11 924
Sommes dues à la clientèle	0	2
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	252
Autres Créditeurs divers	17 672	26 114
Total	21 609	38 292

Note 11 – Comptes de régularisation – passif.
(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Charges à payer	23 301	17 395

Produits constatés d'avance	0	0
Autres comptes de régularisation	16 034	34 984
Autres sommes dues		0
Total	39 335	52 379

Note 12 – Provisions.
(En milliers d'euros.)

	Solde ouverture	Exercice 2013			Solde 31/12/13
		Dotations	Reprises	Impact de change	
Indemnités et congés de fin de carrière	4 543		– 343		4 200
Rémunérations différées	16 261	9 730	– 12 231	– 704	13 056
Provisions pour départ et restructuration	2 193	0	– 1 726	0	467
Provisions Médaille du travail	411				411
Provisions pour litige	110	734	– 20	0	824
Provision pour risque	227	8	– 227	0	8
Provisions pour clientèle privée	2 454	183	– 267		2 370
Total	26 199	10 655	– 14 814	– 704	21 336

L'impact de change est calculé sur les rémunérations différées en USD.

Précisions concernant les plans d'attribution d'actions gratuites aux employés : Pour tous les plans détaillés ci-dessous, la condition d'acquisition des actions gratuites est la présence et le prix d'attribution est fixé en US Dollars.

Les charges sociales provisionnées au titre de ces plans ne figurent pas dans ce tableau de détail ce qui explique l'écart du solde avec le tableau de synthèse ci-dessus.

Année d'attribution	2011	2012	2013
Prix USD	44,29 \$	35,605 \$	46,58 \$
Prix EURO	34,23 €	26,986 €	34,84 €
Nombre d'actions	184 812	198 364	99 497
Assiette de contribution	2 545 710	2 193 940	44 915
Solde au 31.12.2013	2 688 986	4 292 229	1 820 944

Précisions concernant les Indemnités de Fin de Carrière.

	2012	2013
Variation de la valeur des engagements :		
Valeur totale des engagements (DBO) en début de période	1 832	2 628
Coût des services rendus	131	182
Coût de l'actualisation	92	79
Cotisations versées par les employés		
Modification du régime		
Réductions/liquidations		
(Gains) ou pertes actuarielles	617	– 776
Prestations payées	– 44	
Variation de périmètre : acquisitions / cessions		
Autres (écarts de conversion)		
Valeur totale des engagements (DBO) en fin de période	2 628	2 112
Couverture financière :		
Valeur totale des engagements (A)	2 628	2 112
Juste valeur des actifs de couverture (B)		
Surplus ou déficit (A+B)	2 628	2 112

Gains ou (pertes) actuariels non reconnus	- 286	490
Coût des services passés non reconnu		
Ajustement lié au plafonnement de l'actif		
Provision / (actif)	2 342	2 602
Charge de retraite :		
Coût des services rendus	131	182
Coût de l'actualisation	92	79
Rendement attendu des actifs du régime		
Cotisations des employés attendues		
Amortissement des (gains) ou pertes actuariels	- 8	
Amortissement du coût des services passés		
Effet de réductions/liquidation		
Ajustement lié au plafonnement de l'actif		
Charge de retraite	215	261

Note 13 – Evolution des fonds propres.
(En milliers d'euros.)

	Eléments assimilés au capital	Réserve de PVL	Réserve libre	Changement de méthode	Bénéfice (perte)	Total
Solde au 1er janvier 2013	175 153	0	23 423	0	16 457	215 033
Changement de méthode						
Virement du siège					- 16 457	- 16 457
Dotation en capital par incorporation de réserves					6 665	5 908
Résultat de l'exercice 2013	175 153	0	23 423	0	6 665	204 484

Note 14 – Opérations en devises.
(En milliers d'euros.)

Actif et passif en devises	31/12/13	%	31/12/12	%
Actif :				
Euros	2 727 488	95 %	2 369 039	92 %
Devises	135 112	5 %	201 379	8 %
Total	2 862 600	100 %	2 570 418	100 %
Passif :				
Euros	2 733 148	95 %	2 397 969	93 %
Devises	129 452	5 %	172 449	7 %
Total	2 862 600	100 %	2 570 418	100 %

Note 15 – Engagements sur instruments financiers à terme.
(En milliers d'euros.)

Les montants présentés au Hors Bilan correspondent au nominal des contrats achetés ou vendus.

Instruments achetés	31/12/13	31/12/12
Contrats futures de taux d'intérêt sur marchés organisés ou assimilés :		
Gestion du portefeuille de transaction		
Options sur contrats futures		
Contrats de swaps	66 060	680 560
Catégorie A	66 060	680 560
Catégorie B		
Catégorie D		

Contrats de FRA		
Instruments sur actions :		
Options	8 968	17 935
Swaps		
Total	75 028	698 495

Instruments vendus	31/12/13	31/12/12
Contrats futures de taux d'intérêt sur marchés organisés ou assimilés :		
Gestion du portefeuille de transaction.		
Options sur contrats futures		
Contrats de swaps	66 060	680 560
Catégorie A	66 060	680 560
Catégorie B		
Catégorie D		
Contrats de FRA		
Caps / Floors		
Instruments sur actions :		
Options	8 968	17 935
Swaps		
Total	75 028	698 495

La transposition en droit national des directives européennes « juste valeur » et « modernisation » s'est traduite par la mise en œuvre des règlements CRC 2004-14/2004-15/2004-16/2004-17/2004-18/2004-19.

La juste valeur des instruments financiers dérivés au 31 décembre 2013 s'élève à :

	JPM Londres	Clients
Options	3 271	3 271
Swaps	875	875

Note 16 – Risque de contrepartie sur produits dérivés.
(En milliers d'euros.)

Conformément au règlement n°91-05 relatif au ratio de solvabilité, la méthode choisie pour calculer le risque de contrepartie sur produits dérivés est celle du prix de marché. Elle porte sur des options sur actions et sur des swaps de taux ayant pour contrepartie une entité du groupe et des clients privés.

Durée résiduelle	<=1 an	<=2 ans	<5 ans	>5 ans
JP Morgan Londres	0	3 500	62 560	0
Clients	0	3 500	62 560	0
JP Morgan Londres			8 968	
Clients			8 968	
Risque Potentiel futur	0	18	1 030	0
Coût de remplacement	0	5	4 141	0
Pond. selon ctpie	0	23	5 171	0

Note 17 – Engagements.
(En milliers d'euros.)

Engagements donnés	Total	Dont opérations se rapportant à des entreprises	
		Liées	Avec lesquelles al'établissement a un lien de participation
Engagements de financement	4 514 309	0	0
Engagements de garantie	166 676	0	0
Engagements sur titres	0	0	0

Note 18 – Répartition du résultat par activité.
(En milliers d'euros.)

Les revenus bruts par activité correspondent au résultat net avant impôt à l'exclusion des éléments suivants : charges générales d'exploitation, amortissements, charges refacturées affectées en PNB et loyers perçus.

	31/12/13	31/12/12
Intérêts et produits assimilés	33 721	37 865
Intérêts et charges assimilées	- 2 364	- 6 283
Commissions (produits)	51 401	70 367
Commissions (charges)	- 5	- 7
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	628	1 205
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	1 523	1 491
Autres charges d'exploitation bancaire	- 2 918	- 2 565
Produit net bancaire	81 986	102 073
Retraitements :		
Coût du risque	- 142	- 376
Actifs immobilisés	- 56	
Reprise partielle provision pour litige		
Charges refacturées		
Autres produits d'exploitation bancaire (principalement revenus des immeubles)	- 1 188	- 1 179
Autres charges	210	414
Revenus bruts des activités	80 810	100 932

	31/12/13	31/12/12
Revenus bruts des activités :		
Solutions de trésorerie	7 365	14 560
Activité de crédit	15 474	16 258
Banque d'Investissement	23 171	34 263
Clientèle privée	34 563	34 888
Autres revenus	236	963
S/total	80 810	100 932
Charges	- 74 145	- 84 475
S/total	- 74 145	- 84 475
Total	6 665	16 457

Note 19 – Commissions.
(En milliers d'euros.)

Ventilation des commissions selon les catégories auxquelles elles se rapportent.

	Produits		Charges	
	31/12/13	31/12/12	31/12/13	31/12/12
Opérations avec les établissements de crédit	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle	18 494	20 309	0	0
Opérations sur titres	0	0	0	0
Opérations de change	0	0	0	0
Opérations sur instruments financiers à terme	0	0	0	0
Prestations de services pour compte de tiers	32 908	50 058	5	7
Total	51 402	70 367	5	7

Note 20 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Opérations de change	628	1 205
Total	628	1 205

Note 21 – Autres produits d'exploitation bancaire.
(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Charges refacturées	58	32
Revenus des immeubles liés à l'exploitation	1 182	1 179
Autres produits d'exploitation bancaire	283	280
Total	1 523	1 491

Note 22 – Charges générales d'exploitation.
(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Salaires et traitements	– 47 612	– 47 957
Charges sociales	– 11 164	– 12 549
Charges de retraite	– 2 980	– 3 110
Participation des salariés	– 383	– 1 940
Impôts et taxes et versements assimilés sur salaires	– 5 329	– 4 411
Charges refacturées à des sociétés du groupe	24 602	24 266
Dotations aux provisions	– 10 464	– 13 663
Indemnités et congés de fin de carrière	0	– 170
Provision pour rémunérations différées	– 9 730	– 10 142
Provision pour restructuration		
Provision CRPB		
Provision médaille du travail	0	– 54
Provision pour litige	– 734	– 90
Provision pour risques	0	– 227
Provision pour départ et restructuration	0	– 2 980
Provision pour grosses réparations		
Reprises des provisions	14 542	12 221
Indemnités et congés de fin de carrière	343	341
Provision pour rémunérations différées	12 231	10 732
Provision pour restructuration		
Intéressement des salariés		
Provision CRPB		
Provision médaille du travail		
Provision pour litige	20	15
Provision pour risques	227	
Provision pour départ et restructuration	1 721	1 133
Provision pour grosses réparations		
Autres charges d'exploitation	– 33 431	– 26 176
Impôts et taxes	– 4 181	– 2 467
Locations	– 1 367	– 2 178
Services extérieurs fournis par des sociétés du groupe	– 16 429	– 12 496
Transports et déplacements	– 2 084	– 1 756

Autres services extérieurs	– 8 740	– 6 918
Quote-part des frais du siège social	– 630	– 361
Total	– 72 219	– 73 319

JPMCB supporte le coût d'acquisition des actions attribuées aux salariés dans le cadre de leur rémunération différée. Une provision est donc constituée l'année de l'attribution.

Au 31 décembre 2013, l'effectif de JPMCB s'est élevé à 189 personnes et se répartit de la façon suivante :

Cadres et cadres supérieurs	172	91 %
Non cadres	17	9 %
	189	100 %

Nos états d'effectifs ne font plus la distinction entre les employés et les gradés. Ils sont regroupés dans la catégorie « Non Cadres ».

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice 2013 à l'ensemble des dirigeants s'élève à 1 036 583 euros.

Détail des heures de formation au titre du DIF :

	Total	Dont utilisées
Nombre d'heures de DIF	12 384	120

Note 23 – Autres charges d'exploitation bancaire.
(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Charges diverses d'exploitation	– 2 910	– 2 565
Total	– 2 910	– 2 565

Note 24 – Coût du risque.
(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Dotations :		
Créances et risques pays	– 265	
Sur les établissements de crédit		
Sur la clientèle	– 265	
Pertes sur créance irrécouvrable couverte par des provisions	– 150	
Pertes sur créance irrécouvrable non couverte par des provisions	– 91	– 1 620
S/total	– 506	– 1 620
Reprises :		
Créances et risques pays	303	
Sur les établissements de crédit		
Sur la clientèle	303	1 244
Récupérations sur créances amorties	75	
S/total	378	1 244
Total coût du risque	– 128	– 376

Note 25 – Impôt sur les sociétés.
(En milliers d'euros.)

	31/12/13	31/12/12
Impôt sur les sociétés (IFA)		
Impôt sur les sociétés	– 1 968	– 10 809
Total	– 1 968	– 10 809

Note 26 – Litiges et autres faits exceptionnels.

Diverses actions juridiques sont en cours au sein de la succursale de Paris. La Direction, après avoir revu l'évolution des différents dossiers, considère que les pertes éventuelles qui pourraient en résulter n'affecteraient pas de manière substantielle la situation financière de JP Morgan Chase Bank Paris.

Note 27 – Honoraires des commissaires aux comptes.
Les montants indiqués sont Hors Taxes (HT).

	PricewaterhouseCoopers Audit		PricewaterhouseCoopers Audit		Pierre-Henri Scacchi & Associés		MBV	
	2012		2013		2012		2013	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés	96 900	90 %	99 000	90 %	49 900	100,00 %	50 000	98,04 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes	11 275	10 %	11 500	10 %			1 000	1,96 %
	108 175	100,00 %	110 500	100,00 %	49 900	100,00 %	51 000	100,00 %

Note 28 – Engagement hors bilan.

	Total	Dont liées
Engagements donnés	4 680 985	
Engagements reçus	5 530 228	3 450 221

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Direction, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :
— le contrôle des comptes annuels de la société JP MORGAN CHASE BANK, National Association, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
— la justification de nos appréciations ;
— les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la succursale à la fin de cet exercice.

II. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Estimations comptables :

– Provisionnement des risques de crédit : Votre succursale constitue des dépréciations et provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (notes 1.3 et 1.4 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations déterminées sur base individuelles.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Direction de la succursale.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 21 mai 2014.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit,
Jean-Pierre Bouchart,

MBV & Associés ;
Paul-Evariste Vaillant.

V. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.

1403542